

# CONSEIL DE BANDE DE MINGAN

C.P. 319 - VILLAGE INDIEN  
MINGAN, QUE. - G0G 1V0  
TEL: 949-2234

P-027



## APPRENDRE A NAVIGUER EN EAUX TROUBLES

Réflexion soumise à la Commission royale  
sur les peuples autochtones  
au nom du Conseil des Montagnais de Mingan

Par Sylvie Basile et Jean-Charles Piétacho

Montréal, le 25 mai 1993

## APPRENDRE A NAVIGUER EN EAUX TROUBLES

Réflexion soumise à la Commission royale sur les peuples autochtones au nom du Conseil des Montagnais de Mingan

Par Sylvie Basile et Jean-Charles Piétacho

Montréal, le 25 mai 1993

*Je suis monté sur le dos d'un homme  
que j'écrase  
je lui demande de me porter et,  
sans le lâcher,  
je lui dit que  
je le plains beaucoup et que  
je n'ai qu'un désir,  
celui d'améliorer sa situation  
par tous les moyens possibles.  
Cependant, je ne descends pas de  
dessus lui.*

*Texte de Léon Tolstoy, cité par la  
communauté autochtone de Mayo,  
de Yukon, devant le Comité spécial  
sur l'autonomie politique des Indiens  
du Canada.*

Le jour où nous avons envisagé les travaux de la Commission royale sur les peuples autochtones, nous nous sommes dit que cela ne valait pas la peine d'y participer parce que des dizaines d'organismes autochtones et non-

autochtones l'ont certainement tout dit sur ce qui concerne les problèmes politiques et sociaux des communautés autochtones et sur les solutions aptes à régler ces problèmes. Cela se passait à l'automne 1992. Nous nous sommes dit aussi que les audiences à venir compléteront sûrement les analyses de ces questions.

Un événement devait cependant remettre en question notre intuition première et nous pousser à présenter à la Commission un message d'un autre ordre qu'un message constitutionnel, juridique ou technique; nous avons un message humain qui pouvait avoir un impact sur les autres messages, particulièrement sur le message politique dans son sens le plus large, soit la manière de conduire et d'organiser les relations dans une société.

Nous avons craint que personne ne livre à votre Commission ce message que notre conscience et notre coeur nous ont dicté. Nous sommes donc venus le faire nous-mêmes.

Nous allons vous décrire notre façon de voir les problèmes qui nous assaillent et les solutions qui nous inspirent à partir de notre réalité. Les pensées que nous allons vous citer sont d'une jeune montagnaise de Mingan, Rita Mestokosho.

Au printemps 1993, un jeune Montagnais de 14 ans s'est suicidé à Mingan. Ce n'était pas le premier; il y en avait eu d'autres depuis quelques années, un neveu, un frère adoptif, un ami, un frère d'une communauté voisine, tous des jeunes. C'en est trop. Nous avons

déjà trop attendu. La perte d'un autre de nos enfants est devenue intolérable. Nous ne pouvons nous déclarer impuissants, tant que nous n'avons rien essayé. Nous savons qu'il y a un message derrière le désespoir de nos jeunes. Nous nous sommes réunis en communauté et nous avons réfléchi.

*N'entends-tu pas ta soeur la rivière qui t'appelle?  
Elle coule comme le sang dans tes veines  
N'écoutes-tu pas ton frère le vent qui te parle  
Il te dit: confie-moi un peu de ta peine.*

Dans notre contexte de société communautaire, nous ne pouvons admettre le suicide comme un "acte normal", comme un geste strictement privé et ne rien faire. Au-delà de l'univers privé qui conditionne la vie ou la mort des individus et qui le concerne avant tout, il y a son univers public, son environnement social, son avenir dans notre projet de société, et tout cela conditionne aussi au plus haut point l'espoir ou le désespoir des individus.

*Le désespoir d'un peuple se lit dans les yeux d'un enfant,  
Et en chacun de nous vit l'enfant qui a peur de dire oui à la vérité.*

Nous avons peu de prise sur la vie privée des gens et il faut respecter cette intimité, mais nous avons collectivement une responsabilité sur notre vie en société. Nous, les Montagnais et Montagnaises de Mingan avons cette responsabilité, nous, de la nation montagnaise avons aussi cette responsabilité, nous tous, autochtones et non-autochtones avons aussi cette responsabilité,

parce que nous avons tous et toutes un influence sur les décisions qui se prennent ou qui ne se prennent pas concernant notre destinée. Nous tous et toutes devons partager cette angoisse devant l'avenir et chercher les solutions.

*Où est parti le temps, quand nous faisons  
voler nos cerfs-volants ensemble pour savoir qui  
atteindra le ciel toujours plus haut?*

*Pourquoi t'es-tu caché, mon soleil  
qui faisait briller mes journées de sommeil?*

Nous nous sentons démunis comme ami, comme soeur, comme leader et comme parents, mais nous ne voulons pas nous sentir lâches. Nous ne pouvons pas sombrer dans l'affliction ou la détresse.

*Ne me dis pas que tu veux mourir  
Ne me dis pas que tu veux partir  
Quand autour de toi, tout respire la vie  
Quand la terre, ta mère te nourrit.*

Le suicide est l'acte le plus radical de désespoir et de dénonciation de la vie que quelqu'un peut commettre. C'est un acte pour mettre fin à ses souffrances intérieures. Le phénomène du désespoir, comme la gangrène, est répandu dans plusieurs communautés indiennes du Québec et du Canada. Il s'exprime par la violence contre les autres ou contre soi-même. Il faut cesser de nous mettre la tête dans le sable et il nous faut réagir avant que le mal ne soit irréversible, avant que d'autres membres soient atteints et que notre volonté soit aussi atteinte.

Le désespoir collectif ou le manque d'espoir collectif nous mènera vers un suicide collectif. Ce genre de suicide peut prendre plusieurs formes et plusieurs indices peuvent en être précurseurs; la crise d'identité, la perte de fierté, la dépendance dans tous ses sens, le reniement de nos coutumes et de nos traditions, la dégradation de notre environnement, l'affaiblissement de notre langue, la défection dans notre lutte pour nos droits ancestraux, notre autonomie et notre culture, l'acceptation insouciante de la violence, la constatation passive du manque d'emploi et du chômage, la corruption de nos moeurs, la tolérance des drogues et du désœuvrement, la capitulation des parents face à leurs responsabilités, le non-respect des aînés, l'envie par rapport à ceux qui tentent de relever la tête et qui pourraient réussir, etc.

Dans mon coeur, il y a un soleil qui ne brille plus  
Car les nuages sont trop nombreux  
Et ils tenaillent constamment  
Ces rayons ne traversent pas l'ouverture  
Que j'ai faite avec mes plaintes et mes rires.

Nous avons eu le goût de réfléchir à ces questions, de faire avec votre commission une démarche simple d'humanité, car sans une démarche dans laquelle l'humain occupe la place la plus importante, nous sommes condamnés à effectuer des changements de structures qui seront vides, car nos frères et nos soeurs n'y seront pas heureux. On aura alors mis en place, pour eux et dans un objectif de bonne volonté pour régler nos problèmes, des structures dans une approche tout aussi paternaliste que celle de la Loi sur les indiens ou de bureaucraties qui en vivent.

Les décisions avaient été prises par d'autres, par des gens de pouvoir qui vivent loin de notre environnement social, culturel et physique. Ils parlaient une autre langue que la nôtre. Il ne connaissaient nos valeurs et notre attachement à la Terre-mère. Ils n'ont pas respecté la raison de vivre et surtout pas l'intégrité des personnes concernées.

Tout ça pour vous dire l'importance de diriger nos propres destinées.

L'un des thèmes les plus importants qui a été abordé lors des audiences publiques de la Commission royale sur les peuples autochtones concerne la volonté des peuples autochtones de remédier aux conséquences personnelles et collectives de leur dépossession et de la marginalisation qu'ont subie leurs cultures et leurs modes de vie, depuis de décennies. Nous sommes encore, au XXI<sup>e</sup> siècle, de peuples en tutelle, sans espace constitutionnel, politique, social, culturel, économique et éducationnel reconnu. Notre spiritualité a été bafouée. Toutes les décisions sur l'aménagement de notre territoire ancestral sont prises sans notre avis et au détriment continu de nos droits. Nous pouvons de moins en moins planter nos tentes sur nos terres traditionnelles de campement et vibrer à nos valeurs, car la "civilisation" les occupent dorénavant. Comment pouvons-nous manifester le respect que nous avons pour notre territoire ainsi que notre amour viscéral pour la Terre-mère si tous les pouvoirs et tous les gestionnaires nous ignorent?

Et dans le puits de mon silence,  
J'ai puisé la vérité  
Qu'en réalité,  
J'avais toujours caché

Un jour, on a mis des gros bateaux de pêche pour la haute mer à notre disposition, afin d'approvisionner "notre" usine de poissons. Cela avait dû coûter très cher, mais on voulait nous créer des emplois et on voulait rentabiliser l'usine qui était gérée par une compagnie du Bas-du-Fleuve. On avait oublié que la compagnie de gestion travaillait surtout à rentabiliser l'ensemble de ses usines et de sa production et pas nécessairement la production qui se faisait chez-nous. On avait oublié aussi que les Montagnais sont d'abord des chasseurs et des pêcheurs de l'intérieur des terres, non des marins de haute mer. Personne ne voulait travailler sur ces bateaux; on ne voulait pas laisser pour de longues périodes sa famille, surtout quand nos activités sont tournées dans les mêmes périodes vers notre territoire ancestral, et puis il y avait la peur de la haute mer...L'usine a fermé...

Un jour, dans les années 60, le gouvernement fédéral a déménagé de force, à la Romaine, les membres de la communauté montagnaise de Saint-Augustin ou Pakuashipi, en Basse Côte-Nord. C'était pour leur bien, disait-on! Pauvres parmi les plus pauvres, mais riches de leur culture, de leur territoire et de ce qui leur restait d'autonomie, la plupart de ces Montagnais sont retournées à Saint-Augustin durant l'hiver suivant, à pied, parcourant ainsi près de 200 kilomètres. Deux personnes sont décédées durant ce pénible voyage.



Toutes les décisions qui concernent les diverses facettes de notre vie sont prises à l'extérieur de notre milieu selon des normes et des points de vue qui nous sont étrangers. La transition entre le mode de vie de nos pères et celui d'aujourd'hui a été excessivement rapide. Les séquelles ne sont pas absentes de ce processus. La compréhension de ce monde nous est d'autant plus difficile de même que l'organisation de la place qui nous revient. Les structures qui composent le tissu social de notre peuple ont été ébranlées, remises en question, transformées. Qui s'en inquiète vraiment?

*J'ai franchi la porte qui a détruit mon univers  
Mais point de gens ne m'ont vu le faire  
Car j'étais comme l'eau de la rivière  
Qui gèle en hiver.*

Nous en subissons douloureusement les conséquences, dont les plus évidentes pour une petite communauté de 394 membres, sont la violence sociale, trois suicides de jeunes en cinq ans sans compter les tentatives de suicides, l'alcoolisme et la toxicomanie, le chômage généralisé, la démotivation au travail, le bas niveau de vie, des records négatifs quant aux indicateurs de la santé d'une collectivité.

Au moment où l'on se parle, la situation économique et sociale dans le "réserves indiennes" n'a rien de réjouissante. Pour des raisons culturelles et sociales, nos jeunes sont confrontés, dès leur jeune âge, à l'échec scolaire puis au marasme économique de la vie sur une réserve qui ne nous appartient même pas et qui, la plupart du temps, est trop exiguë pour permettre la

la moindre entreprise économique.

La politique d'agrandissement des "réserves indiennes" du gouvernement du Québec impose d'ailleurs encore aujourd'hui de façon cynique et cruelle l'étouffement de nos efforts économiques sur notre territoire en interdisant tout agrandissement du sol à des fins commerciales ou industrielles. De surcroît, la gestion des affaires publiques est entièrement conditionnée par la tutelle de la Loi sur les indiens et par l'ensemble des lois fédérales et provinciales.

Mais que vient faire dans cette galère une réflexion sur notre misère sociale?

Le suicide est un geste ultime de dénonciation du manque d'alternative pour un individu ou un collectivité. Il nous faut donc nous organiser pour que cette alternative existe, une alternative pour les individus et pour la collectivité.

Certains nous dirons qu'il s'agit là de problèmes sociaux universels et qu'il n'y a pas de rapport entre ces problèmes individuels et la condition de notre peuple. A ceux-là je dis qu'ils commettent la même erreur que celle de toutes les personnes qui ont toujours pris les décisions à notre place dans les dossiers qui nous concernent, en sous-estimant et en ignorant nos valeurs culturelles et communautaires et en nous marginalisant toujours plus par rapport à l'utilisation de notre territoire ancestral et par rapport aux pouvoirs de décisions qui concernent notre vie collective.

Nous avons cependant survécu, tant bien que mal, à la marginalisation, à l'ignorance et à l'intolérance de la société majoritaire à notre égard, grâce à notre spiritualité, à nos traditions, à notre joie de vivre, à notre solidarité et à notre conception de la vie et de l'univers. Notre culture et notre langue sont encore vigoureuses. Notre lutte pour faire reconnaître notre droit à l'autodétermination et notre droit sur nos terres ancestrales est à la veille de porter fruit. Nous devons lutter aussi fort pour retrouver les valeurs propres à notre culture et l'équilibre nécessaire entre ces valeurs et celles de la société majoritaire qui nous entoure. Nous sommes condamnés à des relations de voisinage régulières et soutenues avec cette société et nous pourrions les assumer d'autant plus que nous aurons la force d'être d'abord bien dans notre peau, dans notre être, dans notre société et dans notre univers.

La recouvrance de notre fierté collective et l'atteinte d'un équilibre entre notre santé physique, psychologique, intellectuelle, mentale et spirituelle sont des conditions essentielles à notre libération et à notre développement. Sans la liberté intérieure, personnelle et collective, à quoi sert la liberté extérieure et la richesse? Cette liberté intérieure est essentielle à reconquérir, sinon on risque fort de dilapider pour la génération présente le bien et la richesse collective que nous récupérerons un jour et qui doit profiter aux enfants de nos petits enfants. Il nous appartient, d'abord et avant tout, de prendre en charge le processus de guérison sociale qui s'impose.

Quand va cesser cette lutte? Probablement jamais...  
Maintenant nous nous adressons à celui qui nous a guidé depuis des siècles car c'est lui qui nous a permis de survivre.  
Car notre cri ne se fait plus entendre, nos pleurs ne vous atteignent plus.

Mais aussi longtemps que les pas de nos enfants et de nos petits enfants seront guidés par l'esprit éternel du respect envers autrui et envers notre Mère la terre, nous survivrons avec une force spirituelle encore plus agrandissante.

Nous allons faire ce qu'il nous incombe de faire entre nous, à commencer par le respect de l'autre et le respect de notre Mère la Terre, la Nature. Il nous appartient de définir notre propre processus de guérison qui est basé sur nos valeurs traditionnelles et spirituelles de respect, de fierté, de dignité, de partage, d'hospitalité et d'entraide.

L'État doit aussi remettre fondamentalement en question son mode d'intervention en milieu autochtone. Il lui appartient de nous fournir, tant que nous n'en aurons pas les moyens, les ressources en conformité avec nos besoins, nos spécificités et nos aspirations propres.

Nous sommes régis par un ensemble de lois extérieures à notre mode de pensée, d'agir et de réparer nos défauts de société. Nous sommes peu informés de ce lois, la plupart des membre de notre communauté n'en comprennent pas les implications. Ces lois ont été adoptées sans notre consentement et elles sont étrangères à notre culture et à notre mentalité.

Ces lois ont complètement dépouillé les parents de leur autorité parentale, car les intervenants externes ont plus de pouvoir sur le comportement des enfants que les parents eux-mêmes. Le sens de ces lois n'est pas compris par notre population, car elles font appel à des concepts et des normes qui sont étrangères à nos traditions et à notre mode de réhabilitation et de réparation dans le cas de litiges ou de crimes. Nous avons été consultés pour la forme (quand nous l'avons été) sur certaines de ces politiques mais notre avis a eu bien peu de poids, noyé comme minorité d'une autre culture dans la logique du plus grand nombre.

Les politiques fédérales sont à revoir en ce sens. Malgré certaines consultations qui ont eu lieu concernant le maintien de l'ordre dans les réserves, le logement, la santé, le développement économique, etc., les décisions importantes ont été prises selon la logique administrative de l'appareil d'État qui se protège et selon des intérêts politiques à court terme.

A plusieurs reprises, les Premières Nations ont fait savoir publiquement que la solution la plus responsable réside dans une autonomie gouvernementale issue de notre droit à l'autodétermination comme peuple. Nous ne voulons pas d'une autonomie déléguée et encadrée selon le bon vouloir des pourvoyeurs de fonds. Nous considérons d'ailleurs que les fonds que nous utilisons proviennent en grande partie des ressources de notre territoire, le Nitassinan.

Nous sommes à de nombreuses reprises intervenues dans des commissions d'étude, de groupes de travail et des comités. Nous avons déposé de nombreux mémoires auprès des instances gouvernementales provinciales et fédérales. Nous avons eu des correspondances soutenues avec les multiples ministères et agences des deux gouvernements. Nous avons rarement réussi à infléchir les décisions en notre faveur, car le régime politique et juridique n'est pas celui qui sert nos valeurs, nos droits et nos intérêts. Il s'ensuit que la compréhension des problèmes et de solutions sera encore longtemps celle du système qui s'autodéfend, jusqu'à ce que l'ordre juridique et politique change radicalement en notre faveur. C'est là où nous en sommes aujourd'hui et c'est en ce sens que nous travaillons avec nos frères et soeurs des autres Premières Nations.

Ces politiques nous sont imposées dans un cadre de restrictions budgétaires et selon les priorités décidées à Ottawa, pas selon nos priorités et notre façon de voir les choses. Le gouvernement fédéral se déleste de plus en plus de sa responsabilité fiduciaire dans l'ensemble de dossiers qui nous concernent. Il a la tentation de transférer cette responsabilité aux provinces qui deviendront à leur tour nos fiduciaires et tuteurs. C'est une manigance de larrons. Certains leaders autochtones ont déjà dit et nous le répétons: notre intérêt n'est pas de chausser les bottes du fédéral ni le souliers de la province mais nos mocassins indiens.

Le plus bel exemple de cette attitude est sans doute celui de la récente politique fédérale sur les services

policiers dans les réserves qui transfère l'administration de ce secteur au ministère du Solliciteur général dont les fonctionnaires n'ont probablement jamais entendu parler des autochtones de toute leur vie et qui doivent apprendre l'abc des réalités autochtones. Nous devons sans doute leur donner un cours d'initiation à la problématique autochtone. Pire encore, cette politique nous renvoie à de ententes tripartites avec la province pour la moitié du financement nécessaire à l'opération de nos services policiers. Le Québec en profite pour s'ingérer dans nos affaires internes, nous déposséder encore plus de notre responsabilité sociale et tenter de saborder l'une des rares organisations typiquement autochtones que nous avons su sauvegarder au Québec et sur laquelle nous savons le contrôle, la Police Amérindienne du Québec.

Or, on touche là ce qui nous reste de droits collectifs dans cette société qui continue, encore et malgré son beau discours en matière de droits à l'autonomie, à vouloir nous imposer son modèle de fonctionnement social et à faire de nous de citoyens comme tout le monde, avec des droits individuels réducteurs de nos droits comme collectivité.

La politique fédérale en matière de logement n'est pas mieux car les normes et les priorités budgétaires sont décidées ailleurs et on cherche simplement à taxer la pauvreté qui afflige la majorité de nos familles sous prétexte de nous responsabiliser.

Cette attitude gouvernementale ne vaut guère mieux en matière d'éducation, malgré le fait que nous avons pris en charge quelques responsabilités quant aux budgets disponibles et à la gestion des ressources humaines et matérielles.

A peu près aucune ressource n'est réellement disponible pour développer sérieusement un concept innu de processus éducatif ou pour complémentariser, en fonction de nos valeurs culturelles propres, la formation de nos jeunes. C'est là une condition essentielle pour la sauvegarde de la langue innue. Que de belles occasions perdues de faire le lien entre notre savoir et nos origines autochtones et le savoir de la société majoritaire et dominante.

*Lorsque tu bâtis ton avenir entre quatre murs  
Et que tu laisses ton destin voler comme une  
feuille au gré des vents...*

Les systèmes d'éducation, de santé et de services sociaux semblent d'abord là pour nous imposer un système de valeurs étranger, probablement dans la bonne intention historique de ceux et celles qui voulaient nous civiliser et nous christianiser d'une main, en nous dépouillant de notre richesse physique, sociale, mentale et spirituelle, de l'autre main.

Dans ces circonstances, les pistes d'action sont multiples; elles doivent être basées, comme elles l'ont été par le passé et comme elles le sont encore actuellement, sur le respect d'autrui et de la nature.



Indépendamment du cloisonnement bureaucratique de chacun des services qui opèrent chez-nous, nous avons à prendre nos propres responsabilités. Nous devons développer ce que nous appelons une culture organisationnelle originale et spécifique à nos valeurs propres, avec des objectifs sociaux communs et concertés.

Les gouvernements doivent être à l'écoute de nos demandes et de nos besoins, et non de leurs normes et contraintes. Les gouvernements ne doivent pas nous imposer des ressources planifiées de leurs bureaux à Québec ou Ottawa, mais mettre à notre service les ressources dont nous avons réellement besoin pour compléter notre processus de guérison sociale. Donnez-nous réellement la chance de déterminer nos besoins et d'agir sur ces besoins.

Nous pouvons et devons privilégier des alternatives d'interventions de type traditionnel pour rééquilibrer nos valeurs, retrouver nos racines, évoluer culturellement et progresser vers une authentique intégration mutuelle entre nos sociétés, non vers l'assimilation, l'ethnocide culturel ou le "génocide" structurel. Il faut lever toutes les contraintes qui nous empêchent actuellement de pratiquer nos traditions et de régler à notre façon les maux qui nous affligent. Nous devons retrouver et assumer notre autonomie et notre autorité individuelle, parentale, familiale, politique et spirituelle. C'est là la seule voie du redressement de notre société.

Comme le démontre la triste caricature de Léon Tolstoy citée au début de notre présentation, le temps est venu pour que nos tuteurs de tous genres descendent de notre dos et nous laissent enfin, libérés du fardeau que constitue leur approche paternaliste et dominatrice, appliquer les remèdes qui correspondent à nos valeurs et nous développer selon nos propres modèles. L'autonomie commence d'abord par l'individu, se construit ensuite par la famille, puis par la collectivité et enfin, par nos relations avec les autres nations. La franchise, l'honnêteté et la transparence sont les vertus de ce processus. La communication entre nous en est le ciment. Notre suicide collectif est aussi préoccupant que le suicide de nos jeunes. la seule façon de bâtir une alternative au désespoir est d'élaborer un projet de société dans lequel les aînés se sentiront aimés et utiles, dans lequel les parents se sentiront compétents pour conseiller et guider les enfants et sur lequel les jeunes assoiront leur avenir. Un projet de société touche les composantes de base de la vie collective, il inspire, il donne le goût de s'instruire, de travailler, de chanter, d'aimer et d'espérer. Il faut que l'on puisse faire nos propres choix de société et non qu'on nous impose ceux des autres.

Nos jeunes ont particulièrement besoin de retrouver leurs forces vitales intérieures afin de vaincre le sentiment de découragement et d'échec dramatique qu'ils connaissent actuellement. La prochaine perte de vie sera de trop, elle deviendra intolérable si nous n'avons pas su, assez vite et de façon efficace, arrêter le mouvement d'horlogerie implacable de cette bombe

sociale. Nous serions tous responsables de cette faillite sociale, Notre peuple doit se redresser et lui seul doit être le maître d'oeuvre de cet édifice. Il lui sera plus facile ensuite de souhaiter la bienvenue à l'autre et de penser à nous inclure mutuellement. La liberté engagée dans l'amour est beaucoup plus fascinante que la dépendance.

Nous avons tous la responsabilité de faire connaître notre message de façon juste et objective au public canadien et québécois.

Le temps de nous écouter est venu, le temps d'agir nous presse.

Tout ça pour vous dire que les hommes sont devenus des vautours, et les enfants, à leur tour le deviendront si nous ne faisons pas en sorte que les valeurs fondamentales survivent face à tout ce déchaînement qui accapare notre quotidien.

Cette lutte que nous menons aujourd'hui, nous ne la menons pas contre un autre peuple, mais c'est contre nous-mêmes, et c'est pourquoi cela est difficile.

Il nous faut apprendre à vivre avec ce qu'il y a de vivant à l'intérieur et c'est cela qui nous bloque.

Les enfants devront se battre contre un système où l'individualité prime; c'est à nous de leur fournir une véritable identité pour qu'ils puissent être fiers de se nommer amérindien aujourd'hui et demain.

Car la route est longue et périlleuse...  
Mais il faut toujours avancer et ne jamais se décourager pour que les autres qui te regardent puissent dire que derrière toi, il y a un peuple.

Merci de nous avoir écoutés.